



RAPPORT D'ACTIVITES DU PREMIER SEMESTRE 2023

SOMMAIRE

N°	TITRES	PAGES
1	Le cadre économique et financier au 30 juin 2023	3
1.1	L'environnement international et continental	3
1.2	L'environnement national	4
1.3	La Gouvernance d'entreprise	4
1.3.1	Au niveau des organes des sociaux (Conseil d'Administration, Assemblée Générale)	4
1.3.2	Au niveau des comités spécialisés	5
1.3.3	Aniveau de la Direction Générale	5
2	Les événements significatifs de l'exercice	6
2.1	Sur le plan administratif, organisationnel et social	6
2.2	Sur le plan commercial	7
3	Analyse de l'activité de l'établissement au 30 juin 2023	8
3.1	Les réalisations de l'exercice	8
3.1.1	Résumé des réalisations de l'exercice	8
3.1.2	Les chiffres clés des trois derniers semestres	8
3.1.3	Les données de l'exploitation (Cautionnement et Garantie Bancaire)	9
3.1.4	Les données de l'exploitation (Fonds dédiés)	10
3.1.5	Les engagements	10
3.1.6	Défaut de contrepartie	11
3.1.7	Les provisions sur engagements	11
3.1.8	Les placements et revenus financiers	11
3.1.9	Charges d'exploitation au 30 juin 2023	12
3.1.10	Tableau de réalisation des investissements au 30 juin 2023	13
3.1.11	Tableau des amortissements au 30 juin 2023	13
3.1.12	Compte de résultat au 30 juin 2023	14
3.1.13	Normes prudentielles au 30 juin 2023	15
	Conclusion	16

1. LE CADRE ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'EXERCICE

1.1. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET CONTINENTAL

Selon les dernières perspectives économiques mondiales publiées par la Banque mondiale, la croissance a nettement ralenti et le risque de tensions financières dans les économies de marché émergentes et en développement s'intensifie dans un contexte de taux d'intérêt élevés.

La croissance mondiale en 2023, tomberait à 2,1 %, contre 3,1 % en 2022. En excluant la Chine, les économies émergentes et en développement devraient voir leur croissance ralentir à 2,9 % cette année, contre 4,1 % l'année dernière. Ces anticipations font état d'une révision à la baisse généralisée.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et le ralentissement économique brutal dans un contexte de resserrement des conditions financières mondiales constituent un sérieux revers pour le développement, qui persistera dans un avenir prévisible. D'ici à la fin de 2024, l'activité économique dans les pays émergents et en développement devrait en effet être inférieure d'environ 5 % aux projections établies à la veille de la pandémie. Dans les pays à faible revenu, en particulier les plus pauvres, les dégâts sont considérables : dans plus d'un tiers de ces pays, le revenu par habitant à l'horizon 2024 sera encore inférieur aux niveaux de 2019. La faiblesse de la croissance des revenus aggravera l'extrême pauvreté dans nombre d'entre eux.

Au plan continental, notamment en Afrique de l'Ouest, le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 3,6% en juin 2023. Soit une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à son niveau de mai 2023, où il s'était établi à 3,9%, après avoir atteint un pic à 8,8% en août 2022. L'analyse par fonction montre que la décélération de l'inflation est principalement imprimée par la composante des produits alimentaires.

[Source : <https://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects>]

bulletin synthétique sur les indicateurs de conjoncture de la BCEAO - bulletin mensuel des statistiques BCEAO

1.2. L'ENVIRONNEMENT NATIONAL

L'économie béninoise a été résiliente face aux multiples crises exogènes tel que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et situation sécuritaire au sahel qui impacte le nord du pays. Malgré ces chocs, la croissance du PIB réel a été soutenue en 2022 - 6 % - après une performance remarquable de 7,2 % en 2021. Sous l'effet de la hausse des prix des produits de première nécessité, l'inflation a augmenté à 2,5 % en 2022. Comparée à la période de juin 2022, elle est passée de -2,6% en 2022 à 4,3% en 2023.

Les perspectives économiques du Bénin étant favorables, la croissance devrait rester soutenue, 6,2 % en 2023 puis 6 % en 2024. Elle s'expliquerait par le dynamisme des secteurs primaire, secondaire, tertiaire et un rapprochement socioéconomique entre le Bénin et le Nigéria en cours. En 2023, les cours des produits pétroliers devraient se stabiliser sur le marché international, ce qui entrainerait la maîtrise de l'inflation à 2,8 % en moyenne en 2023, puis à 2,3 % en 2024.

Les principaux risques qui menacent l'économie béninoise sont les fluctuations défavorables des cours mondiaux du coton, du pétrole et les effets négatifs du changement climatique. Par ailleurs, une dégradation de la situation économique du Niger en crise socio-politique pourrait compromettre les perspectives économiques nationales.

Opérant dans cet environnement des affaires, L'Africaine des Garanties et du Cautionnement (AFGC) S.A. prend en considération ces perspectives économiques et changements opérationnels afin de définir et de mûrir sa stratégie d'intervention auprès de ses clients et partenaires.

[source : <https://www.afdb.org/fr/pays-afrique-de-louest-benin/perspectives-economiques-au-benin>]

1.3. LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

1.3.1. AU NIVEAU DES ORGANES SOCIAUX (CONSEIL D'ADMINISTRATION, ASSEMBLEE GENERALE)

Au cours de la période sous revue, le Conseil d'Administration a tenu le 09 mai 2023 sa session d'arrêté des comptes exercice clos le 31 décembre 2022.

Il a veillé à la tenue, le 26 mai 2023, de la 10^e Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires sur l'approbation des comptes de l'exercice 2022.

1.3.2. AU NIVEAU DES COMITES SPECIALISES

Durant le premier semestre 2023, les comités spécialisés du Conseil d'Administration ont travaillé chacun en ce qui le concerne leurs attributions et sur des questions d'intérêt du fonds. L'AFGC S.A dispose au sein de l'Organe délibérant d'un comité ad hoc (le comité de construction du siège social) et de deux (02) comités spécialisés à savoir :

- Le comité d'audit ;
- Le comité des risques.

En outre, sur décision de l'organe délibérant, les Présidents des deux comités spécialisés et le Président du Conseil d'Administration tiennent des réunions régulièrement dans un cercle intitulé « Réunion des Présidents » en vue d'échanger sur des questions d'intérêt relatives à la vie de l'établissement.

Par ailleurs, le travail de l'Organe Délibérant a également porté sur :

- Le renouvellement du mandat des administrateurs ;
- Le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ;

La correction de certaines recommandations formulées par la Commission Bancaire à la suite de sa mission de vérification globale en date du 17 au 31 mai 2021.

1.3.3. AU NIVEAU DE LA DIRECTION GENERALE

Hormis les objectifs budgétaires et ceux relatifs au plan stratégique quinquennal 2021-2025, l'AFGC S.A. a travaillé sur plusieurs tâches parmi lesquelles nous pouvons noter :

- La validation et la mise en œuvre des outils stratégiques de gestion des ressources humaines ;
- La poursuite des corrections des recommandations formulées par la Commission Bancaire ;
- La sélection d'un architecte pour la construction du siège social de l'établissement ;
- La mise à jour du progiciel d'exploitation avec prise en compte des nouveaux produits ;
- La validation de la politique de crédit, de la politique de réception des dépôts de fonds du public, et des outils de gestion moderne adaptés ;
- L'actualisation de la cartographie des risques de l'institution et sa mise en œuvre ;
- Le lancement d'une étude de marché en République du Togo ;

Etc.

2. LES EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

2.1. SUR LE PLAN ADMINISTRATIF, ORGANISATIONNEL ET SOCIAL

➤ Evènements majeurs du 1^{er} semestre 2023

Au plan administratif, le 1^{er} semestre de l'année 2023 a été marqué par les différents éléments ci-après :

- la poursuite de la mise en œuvre des outils de gestion du capital humain ;
- la poursuite de la correction des observations faites par la mission de vérification spécifique de la Commission Bancaire ;
- la résiliation du contrat de maîtrise d'œuvre complète entre l'AFGC S.A. et le cabinet SARA CONSULT, pour le projet de construction du siège social ;
- la sélection d'un nouvel architecte pour la construction du siège social ;
- la démission du Directeur Général de l'AFGC S.A. et la nomination d'un Directeur Général par intérim ;

➤ Quelques statistiques relatives aux ressources humaines

Au 30 juin 2023, l'effectif du personnel s'élève à trente-trois (33) membres.

Par nature de contrat de travail, l'effectif de l'établissement au 30 juin 2023 est réparti comme suit :

- Vingt-cinq (25) contrats à durée indéterminée ;
- huit (07) contrats à durée déterminée ;
- un (01) mandat social.

Nous notons une prévalence des contrats à durée indéterminée (76% environ).

Par genre, l'établissement compte vingt et un (21) hommes, soit 64 % de l'effectif total du personnel, et douze (12) femmes, soit 36 % de l'effectif total du personnel.

En comparaison aux données établies au 31 décembre 2022, l'effectif des femmes s'est accru de 2%. Nous comptons accentuer les efforts en matière d'approche genre pour réduire ce gap, en privilégiant et en encourageant les candidatures féminines lors des prochains recrutements.

En ce qui concerne l'encadrement, l'établissement compte huit (08) cadres dont un cadre dirigeant, soit un taux d'encadrement de 24% environ.

○ **Les mouvements du personnel**

Au 30 juin 2023, l'établissement a effectué cinq (05) recrutements pour renforcer les effectifs de l'exploitation :

- Un auditeur interne, pour renforcer l'effectif du Département Audit interne qui se limitait au responsable de la fonction ;
- Un Chef Département comptable et financier, pour pourvoir le poste resté vacant suite à la démission du responsable de la fonction ;
- Une assistante de direction, en remplacement de la titulaire du poste qui bénéficie d'une mise en disponibilité ;
- Un archiviste et une assistante administrative

○ **La formation**

Au 30 juin 2023, le plan de formation est exécuté à 50%. Toutes les formations prévues pour le 1^{er} semestre ont été effectuées. Nous poursuivrons l'exécution des formations prévues pour le second semestre. La formation prévue à l'intention du Conseil d'Administration (Risque de non-conformité : Responsabilités du Conseil d'Administration) sera également animée au cours du second semestre.

2.2. SUR LE PLAN COMMERCIAL

Au plan commercial, plusieurs actions ont été déployées en vue d'assurer le développement de l'activité.

Au niveau national, il s'est agi de poursuivre intensément la commercialisation des branches d'activités que sont le cautionnement et la garantie bancaire.

De nouvelles stratégies ont été mises en œuvre afin de dynamiser les cautions professionnelles face à la baisse observée au niveau des cautions de marché en raison des réformes peu favorables intervenues dans la passation des marchés.

Un meilleur renforcement de la relation d'affaires avec les partenaires bancaires a permis d'impulser à la garantie bancaire une croissance appréciable.

Afin d'accompagner notre clientèle par des produits de financement, l'activité de prêt a commencé, selon une stratégie commerciale bien définie qui consiste à accompagner les clients en portefeuille détenant des carnets de commandes.

Au niveau international, des actions continuent d’être menées pour l’ouverture de la succursale à Lomé en République du Togo. D’autres actions commerciales s’effectuent dans l’espace UEMOA et des résultats probants ont été obtenus à travers la signature de quelques conventions avec des institutions bancaires (IB BANK du TOGO, la BOA du BURKINA FASO, la SONIBANK du NIGER, la CORIS BANK et la SUNU BANK du TOGO).

3. ANALYSE DE L’ACTIVITE DE L’ETABLISSEMENT

L’activité au 30 juin 2023 s’analyse au travers de ce document par les indicateurs ci-après :

3.1. Les réalisations de l’exercice

Les réalisations du premier semestre se présentent comme ci-après :

3.1.1. Résumé des réalisations de l’exercice

- Cautionnement : Francs CFA 320.691.516 ;
- Garantie bancaire : Francs CFA 283.728.830 ;
- Fonds dédiés : Francs CFA 3.001.659 ;
- Produits financiers : Francs CFA 180.735.185 ;
- Produits sur les engagements directs : 1.199.912 ;

Soit un chiffre d’affaires global de Francs CFA : 789.357.102.

3.1.2. Les chiffres clés des trois derniers semestres

Libellés	30-juin-21	30-juin-22	30-juin-23
Produit net bancaire	627 137 346	672 615 171	720 640 892
Résultat d'exploitation	181 485 586	296 455 649	261 621 889
Résultat net	155 724 264	234 153 647	209 698 489

A la lecture de ce tableau, nous notons :

- Un accroissement moyen de 7% du produit net bancaire sur les deux périodes des années antérieures et sur la période sous revue.

- Une baisse d'environ 12% du résultat d'exploitation, comparé à la période de l'année dernière et sur la période sous revue.

Quant au résultat net, il a connu une baisse de 10% sur la période sous revue, avec progression moyenne d'environ 20% sur les deux dernières périodes d'arrêtés semestriels et sur la période sous revue.

3.1.3. Les données de l'exploitation (Cautionnement, garantie bancaire et crédit)

- Le chiffre d'affaires global hors taxes réalisé au 30 juin 2023 s'élève à **Francs CFA 608.621.917**;
- Soit un taux de réalisation d'environ 78% par rapport à la prévision linéaire de **Francs CFA 781.000.000** ;
- Soit un taux d'atteinte des objectifs d'environ 39% du budget annuel de **Francs CFA 1.562.000.000**.
- Comparé au premier semestre 2022 où le chiffre d'affaires s'élevait à **Francs CFA 533.711.751**, l'activité enregistre une hausse d'environ 13%.

❖ Le Cautionnement

- Le chiffre d'affaires hors taxes arrêté au 30 juin 2023, au niveau de l'activité de cautionnement, s'élève à **Francs CFA 320.691.516** pour une prévision annuelle de **Francs CFA 1.007.000.000**, soit un taux de réalisation d'environ 32%.
- Comparée à l'exercice antérieur, marqué par la réalisation d'un chiffre d'affaires de **Francs CFA 367.501.221** au 30 juin 2022, l'activité de cautionnement a connu une baisse d'environ 13%.

❖ La Garantie bancaire

- Le chiffre d'affaires hors taxes arrêté au 30 juin 2023, au niveau de l'activité de la garantie bancaire, s'élève à **Francs CFA 283.728.830**, pour une prévision de **Francs CFA 400.000.000**, soit un niveau de réalisation d'environ 71%.
- Comparée au 30 juin 2022 où le chiffre d'affaires était de **Francs CFA 166.210.530**, une augmentation d'environ 71% est observée sur ce cœur de métier.
- En résumé, le chiffre d'affaires de la garantie bancaire représente environ 47% du chiffre d'affaires global réalisé au 30 juin 2023 (**Francs CFA 608.621.917**).

- Les différents secteurs d'activité notamment impactés sont pour la plupart les suivants :
 - les projets d'investissement ;
 - le secteur énergétique ;
 - le secteur de l'hydraulique ;
 - les prestations diverses de services ;
 - les assurances ;
 - les travaux Publics ;

3.1.4. Les données de l'exploitation (Fonds dédiés)

- La production des fonds dédiés a permis d'enregistrer des revenus de Francs CFA 3.001.659. Lesdits revenus proviennent du suivi des fonds dédiés mis en place avec ENABEL.

3.1.5. Les engagements

Le point des engagements donnés sur la période est consigné dans le tableau ci-après :

Eléments	Engagements donnés au 30 juin 2022	Engagements donnés au 30 juin 2023	Taux d'accrois.	Encours Engagements au 30 juin 2023	Taux de dénouement
Cautions de soumission (a)	5 236 852 232	4 177 883 743	-20%	3 562 634 775	15%
Autres cautions de marché (b)	2 674 209 637	7 427 363 254	178%	5 490 381 130	26%
Cautions de marché c = (a) + (b)	7 911 061 869	11 605 246 997	47%	9 053 015 905	22%
Cautions professionnelles (d)	1 567 925 814	1 338 725 814	-15%	3 042 834 773	-127%
Total Cautions e = (c) + (d)	9 478 987 683	12 943 972 811	37%	12 095 850 678	7%
Garanties bancaires (f)	8 517 747 830	56 607 743 807	565%	70 398 084 269	-24%
Total g = (e) + (f)	17 996 735 513	69 551 716 618	286%	82 493 934 947	-19%

De la lecture de ce tableau, nous notons que :

- Le total des engagements donnés au 30 juin 2023 s'élève à Francs CFA **69.551.716.618** avec un encours de Francs CFA **82.493.934.947**, soit un taux de dénouement négatif de **19%**. Cette augmentation s'explique par de gros engagements pour lesquels, des contre garanties sont octroyées par le FSA et des commissions payées.
- Les engagements relatifs aux soumissions représentent **4%** des engagements donnés.
- Globalement, les engagements donnés connaissent une hausse de **286%** par rapport à ceux donnés au premier semestre de 2022 qui s'élevaient à Francs CFA **17.996.735.513** Ci-dessous les engagements de garanties significatifs de la période

CLIENT	BANQUE	MONTANT FINANCEMENT	MONTANT GARANTIE	MONTANT CONTRE-GARANTIE	COMMISIONS PAYEES AU FSA
SONABHY	BOA BF	82 662 550 000	14 000 000 000	12 100 000 000	27 692 172
GROUPEMENT PNBf SA/PNHG	BSIC BENIN SA	45 902 479 326	18 160 000 000	16 260 000 000	70 030 336
SORUBAT BJ	BSIC BENIN SA	15 698 269 413	7 849 134 707	5 949 134 707	28 134 087
SOFITEX	BOA BF	11 527 000 000	4 500 000 000	2 600 000 000	11 700 450
HITECH ITB BENIN	BIIC (BAIC)	8 000 000 000	4 000 000 000	2 730 000 000	15 015 000
RETEL	BIIC (BAIC)	4 256 000 000	2 128 000 000	130 630 364	3 788 281
TOTAL		168 046 298 739	50 637 134 707	27 669 765 071	156 360 326

3.1.6. Défaut de contrepartie

- Au 30 juin 2023, nous n'avons pas enregistré de défaut de contrepartie.

3.1.7. Les provisions sur engagements

A date, la valeur du stocks des provisions constituées s'élèvent à Francs CFA trente-sept millions neuf cent huit mille cinq cent treize (37.908.513). Les démarches sont toujours en cours pour le recouvrement des créances douteuses provisionnées des années antérieures.

3.1.8. Les placements et revenus financiers

- Le volume des placements de la trésorerie de l'AFGC S.A. s'élève globalement à **Francs CFA 6,006 milliards** au 30 juin 2023 contre **Francs CFA 5,285 milliards** au 30 juin 2022.

Globalement, les opérations diverses de placement ont permis de générer au 30 juin 2023 des revenus dont le montant s'élève à **Francs CFA 180.735.185**, détaillé comme ci-après :

- **Dépôts à terme : Francs CFA 32.232.876 ;**
- **Obligations : Francs CFA 138.353.640 ;**
- **Actions : Francs CFA 10.148.669.**
- Comparativement aux produits financiers du 1^{er} semestre 2022 d'un montant de **Francs CFA 154.039.696**, une hausse d'environ **17%** a été enregistrée ;
- Avec un taux de réalisation d'environ **29%** du budget exercice 2023 (**Francs CFA 615.000.000**).

3.1.9. Charges d'exploitation au 30 juin 2023

Le total des charges avant impôts au 30 juin 2023, s'élève à **Francs CFA 429.338.978** contre une prévision budgétaire de **Francs CFA 1.006.816.827**, soit un taux de consommation de **43%**.

Le détail des charges est présenté dans le tableau ci-après :

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 30 JUIN 2023				
CHARGES	CHARGES AU 30 JUIN 2023	BUDGET 2023 (2)	ECART	Taux de consommation
ACHATS	22 628 672	44 900 000	22 271 328	50%
LOYERS	17 831 691	40 000 000	22 168 309	45%
ENTRETIEN ET REPARATIONS	2 210 486	4 600 000	2 389 514	48%
PRIMES D'ASSURANCE	10 809 444	27 000 000	16 190 556	40%
DIVERS FRAIS	16 169 147	28 000 000	11 830 853	58%
PERSONNEL EXTERIEUR A L'ENTREPRISE	45 430 927	128 100 000	82 669 073	35%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	33 398 850	52 000 000	18 601 150	64%
FRAIS DE TELECOMMUNICATION	7 621 006	17 500 000	9 878 994	44%
INDEMNITES DE FONCTION	17 286 754	59 000 000	41 713 246	29%
DIVERSES COTISATIONS	8 824 000	10 500 000	1 676 000	84%
IMPOTS, TAXES	18 397 225	39 358 034	20 960 809	47%
CHARGES DE PERSONNEL	228 730 776	555 858 793	327 128 017	41%
TOTAL DES CHARGES GENERALES D'EXPLOIT.	429 338 978	1 006 816 827	577 477 849	43%

Observations

- Les différentes rubriques sont scrupuleusement suivies afin qu'elles soient contenues dans leur enveloppe budgétaire.
- La ligne « Diverses cotisations » a connu un taux de consommation de 84% parce que toutes les cotisations de l'exercice ont été entièrement payées exceptées celle de l'APIGA encours de paiement pour un montant de Francs CFA 1.500.000.

3.1.10. Tableau de réalisation des investissements au 30 juin 2023

Libellés	Réalisations au 30 juin 2023	Budget 2023	Taux d'exécution
Logiciels et Matériels informatique	10 933 618	265 280 000	4%
Construction	27 394 495		
Matériel et mobilier de bureau	98 100	2 550 000	4%
Autres matériels	1 648 367	1 310 000	126%
Total	37 954 213	269.140.000	15%

Les investissements réalisés sont de **Francs CFA 37.954.216** au 30 juin 2023 contre une prévision budgétaire de **Francs CFA 269.140.000**, soit un taux d'exécution de **15%**.

Les travaux préliminaires à la construction du siège de l'établissement ont démarré. Les diligences effectuées sont :

- l'évaluation environnementale du projet de construction;
- la demande de permis de construire effectuée et son instruction est en cours.

3.1.11. Tableau des amortissements au 30 juin 2023

- Les dotations aux amortissements s'élèvent à **Francs CFA 17.794.179** et sont contenues dans l'enveloppe budgétaire annuelle prévue de **Francs CFA 62.000.000**.

- Les dotations aux amortissements se présentent comme ci-après :

DESIGNATION	AMORT AU 01/01/2023 (a)	DOTATION AU 30/06/2023 (b)	TOTAL AMORT AU 30/06/2023 (a) + (b)
LOGICIELS	51 765 837	6 092 098	57 857 935
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 252 948	193 142	2 446 090
AMENAGEMENTS ET INSTALLATIONS GENERALES	54 197 562	2 486 533	56 684 095
AUTRES MATERIELS	16 970 727	907 855	17 878 582
MATERIEL ET MOBILIER DE BUREAU	48 229 847	2 456 419	50 686 266
MATERIELS INFORMATIQUES	50 439 701	5 658 132	56 097 833
MATERIEL DE TRANSPORT	66 476 957	-	66 476 957
CONSTRUCTIONS	5 362 934	-	5 362 934
TOTAL	295 696 513	17 794 179	313 490 692

3.1.12. Compte de résultat au 30 juin 2023

Le compte de résultat de l'AFGC SA au 30 juin 2023 se présente comme ci-après :

COMPTE DE RESULTAT DEFINITIF AU 30 JUIN 2023					
LIBELLES	30/06/2022	30/06/2023	Taux d'accrois.	BUDGET 2023	Taux d'exécution
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES (PRODUITS FINANCIERS)	154 039 696	180 735 185	17%	615 000 000	29%
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES (CHARGES LIEES AUX OPERATIONS FINANCIERES)	- 8 661 401	- 8 417 002	-3%	305 000 000	23%
CHARGES LIEES AUX OPERATIONS DE CONTRE GARANTIE	- 9 476 534	- 60 299 208	536%		
COMMISSIONS LIEES AUX OPERATIONS DU CAUTIONNEMENT	367 501 221	320 691 516	-13%	1 007 000 000	32%
COMMISSIONS LIEES AUX OPERATIONS DE LA GARANTIE BANCAIRE	166 210 530	283 728 830	71%	400 000 000	71%
PRODUITS "FONDS DEDIES"	3 001 659	3 001 659	0%	75 000 000	4%
COMMISSIONS LIEES AUX OPERATIONS DE PRÊT	-	1 199 912	-	80 000 000	1%
AUTRES PRODUITS	-	-	-	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	672 615 171	720 640 892	7%	1 872 000 000	38%
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	392 214 346	429 338 978	9%	1 006 816 827	43%
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	18 572 698	17 794 179	-4%	62 000 000	29%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	261 828 127	273 507 735	4%	803 183 173	34%
COÛT DU RISQUE (PROVISIONS)	- 34 627 522	11 885 846	-134%	50 000 000	24%
RESULTAT D'EXPLOITATION	296 455 649	261 621 889	-12%	753 183 173	35%
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	-	-	-	-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT	296 455 649	261 621 889	-12%	753 183 173	35%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	62 302 002	51 923 400	-17%	225 954 952	23%
RESULTAT NET	234 153 647	209 698 489	-10%	527 228 221	40%

- L'analyse du compte de résultat au 30 juin 2023 présenté ci-dessus, nous permet d'observer un résultat d'exploitation positif de **Francs CFA 273.507.735**, soit **34%** de réalisation du budget. Il aura été meilleur si les charges sur opérations de contre garanties n'ont pas connu une croissance énorme, soit une augmentation de 536%. Comparé au 1^{er} semestre 2022, on observe une décroissance de **12%** du résultat d'exploitation qui s'élevait à Francs CFA 296.455.649. Cette baisse se justifie par la dépréciation complémentaire des titres de placement (Actions FCFA 4 millions), et la provision de l'avance de démarrage octroyé à FINACTU (FCFA 7 millions) dans le cadre des travaux d'augmentation du capital.
- De ce résultat d'exploitation, nous déduisons un résultat net comptable bénéficiaire de **Francs CFA 209.698.489**. Comparativement 1^{er} semestre 2022(francs CFA

234.153.647), le résultat net est en baisse de 10%, avec un taux de réalisation de 40% du budget 2023.

3.1.13. Normes prudentielles

De tout ce qui précède, et tenant compte des réalisations de l'AFGC S.A. en 2023, il nous paraît convenable de vérifier la conformité de l'activité aux nouvelles normes prudentielles en vigueur par la fiche appropriée qui se présente comme ci-après :

A. Normes de solvabilité					
Ratio de fonds propres CET 1 (%)	Capital social libéré	3 000	Minimum 7,5%	27,45%	CONFORME
	+ le report à nouveau créditeur	-			
	+ le bénéfice intermédiaire ou de fin d'exercice non affecté	210			
	+ la réserve spéciale	280			
	+ autres réserves	606			
	- Immobilisations incorporelles nettes d'impôts	- 79,6			
	divisé par les actifs pondérés des risques de crédit	14 628,2			
Ratio de fonds propres de base T1 (%)	Fonds propres CET 1	4 016	Minimum 8,5%	27,45%	CONFORME
	+ Instruments de capital (Actions sur le marché financier)	-			
	+ Primes liées à l'émission d'instruments de capital	-			
	divisé par les actifs pondérés des risques de crédit	14 628,2			
Ratio de solvabilité total (%)	Fonds propres de base T1	4 016	Minimum 11,25%	27,45%	CONFORME
	+ les subventions d'investissement	-			
	+ les fonds affectés	-			
	+ les comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés	-			
	+ les provisions réglementées	-			
	+ les emprunts subordonnés	-			
	+ les actions nouvelles ainsi que les primes d'émission	-			
	divisé par les actifs pondérés des risques de crédit	14 628,2			
B. Norme de division des risques					
Norme de division des risques	Actifs pondérés des risques de crédit (Engagements hors bilan x facteur de conversion en équivalent de crédit soit 50%) de notre plus gros engagement sur un client (RETEL)	999	Maximum 25%	24,86%	CONFORME
		Divisé par les Fonds propres de base T1			
C. Ratio de levier					
Ratio de levier	Fonds propres de base T1	4 016	Minimum 3%	8,29%	CONFORME
		Divisé par (Engagements Bilan et Engagements Hors bilan)			
D. Autres normes prudentielles					
Limite sur le total des immobilisations et des participations	Total des immobilisations nettes	515	Maximum 100%	12,82%	CONFORME
		Divisé par les fonds propres effectifs au 31/12/2021			

Commentaire

Nous remarquons que les ratios prudentiels requis par la Banque Centrale sont respectés au 30 juin 2023, et nous envisageons une plus grande diversification du portefeuille des engagements par une segmentation du marché, afin de mitiger davantage les risques et éviter une éventuelle concentration des engagements du portefeuille.

CONCLUSION

L'examen limité au 30 juin 2023 nous enjoint de redoubler d'efforts dans la perspective d'atteindre les objectifs budgétisés au 31 décembre 2023.

En termes de perspectives pour le second semestre de l'année 2023, nous comptons :

- Achever les éléments de correction relevant des recommandations de la Commission Bancaire ;
- Finaliser l'implémentation des outils relatifs au crédit et la réception de fonds du public, et redémarrer les activités de crédit et de réception de fonds du public ;
- Finaliser la structuration du financement des travaux de construction du siège social de l'Etablissement ;
- Poursuivre la mise à jour du progiciel existant et procéder à la sélection d'un nouvel éditeur pour un progiciel adapté aux activités de l'établissement ;
- Finaliser les diligences relatives à l'ouverture d'une succursale en République du Togo ;